

Sur les chantiers de l'égalité

Directrice de Pacte, association active dans la promotion des femmes dans l'économie, **Françoise Piron** s'engage pour une plus grande mixité au sein des entreprises...

Enfant, elle a toujours préféré les Lego aux poupées, le judo à la danse ou encore le bricolage au tricot. Elle, c'est Françoise Piron. Ni garçon manqué mal assumé, ni féministe battant le pavé pour réclamer l'instauration de quotas. Juste une femme belle et épanouie, mère de trois enfants, intarissable sur les questions d'égalité et sur les outils propres à la favoriser. Et pas seulement parce qu'il s'agit de son fonds de commerce. L'expansive et fringante directrice de Pacte, association active dans la promotion des femmes dans l'économie, croit d'autant plus à la pertinence de la cause défendue, qu'elle aussi a dû s'imposer pour mener à bien sa carrière et sa vie familiale. Constamment attentive à ne pas sacrifier l'une au détriment de l'autre. Aussi n'a-t-elle jamais manqué d'inventivité et d'expérience pour aider d'autres femmes à concilier ces différents volets de l'existence. D'abord au sein du bureau de l'égalité de l'EPFL. Puis, depuis 2002, par le biais de Pacte où, épaulée par une petite équipe de collaborateurs à temps partiel, elle propose une série de prestations visant à valoriser le parcours de personnes en réorientation ou réinsertion professionnelle.

La confiance pour moteur

Formations ciblées où sont notamment évoqués les «freins intérieurs» générés par la pression sociale, mise en place de mentorat, création de réseaux, expertise dans les entreprises, organisation de «Café Emploi»... Françoise Piron entend bien ancrer dans la réalité le slogan de Pacte, «de la parole aux actes». Et offrir aux intéressées non seulement un espace d'écoute et d'enseignement mais de véritables opportunités de débouchés à la clef. Avec une énergie, un optimisme et une force de conviction fédérative. Animée d'une confiance inaltérable en la vie - quand bien même son association s'est parfois retrouvée sans le sou. Et dotée d'une capacité à «jeter des ponts entre les bêtises». Une image que la Lausan-

noise de 50 ans n'a pas choisie au hasard, elle qui s'est formée comme ingénieure en génie civil à l'EPFL. «A l'époque, cette décision a suscité des mines dubitatives. J'étais regardée comme une extraterrestre ou presque», se souvient-elle amusée. Pas de quoi décourager l'étudiante au caractère bien trempé, fascinée par les ouvrages d'art et leur aspect esthétique.

Douche froide

Son diplôme dans le domaine en poche, Françoise Piron décroche un poste dans la géotechnique. Equipée de bottes et d'un casque de chantier, elle se rend alors régulièrement sur le terrain où elle étudie les sols. Travail qu'elle apprécie énormément même s'il la confronte au froid, à la boue... et qui la sensibilise largement à la condition des ouvriers. «Physiquement très dur... La retraite anticipée doit vraiment être accessible à cette catégorie de personnes», relève-t-elle. Sept ans plus tard, à 29 ans, Françoise Piron fait «un truc de fille». Elle attend son premier enfant. De retour de son congé maternité, c'est la douche froide. L'ingénieure est licenciée. «C'est à ce moment que je suis vraiment devenue féministe», affirme-t-elle. Son premier défi porte alors sur l'instauration du congé maternité payé. Quelques années plus tard, l'EPFL, qui se souvient de Françoise Piron comme d'une étudiante militante, lui propose de créer dans ses murs un bureau de l'égalité. La proposition, novatrice, séduit l'ingénieure qui occupera ce poste à 30% puis à 60% durant huit ans. Et mettra en place différents outils visant à promouvoir des métiers scientifiques et techniques auprès des étudiantes. «J'ai notamment publié un livre présentant des femmes se réalisant dans plusieurs contextes: au sein de l'entreprise, avec leurs enfants, dans leurs loisirs... avec pour but de donner l'envie aux jeunes filles de concilier, elles aussi, différentes activités.» Parallèlement, Françoise Piron travaille à l'Office fédéral de l'environnement, à la protection des eaux.



Françoise Piron puise dans sa confiance inaltérable en la vie l'énergie à son engagement.

Banques et syndicat

En 2002, elle lance l'association Pacte. «J'ai l'âme d'une cheffe d'entreprise. Je souhaitais créer la mienne. Et consacrer tout mon temps à aider les intéressées à mener de front leurs ambitions professionnelles et leurs envies d'enfant.» Briser les stéréotypes, promouvoir la confiance en soi, modifier la mauvaise image de pouvoir qu'ont souvent les femmes, valoriser leurs qualifications... Françoise Piron travaille sur nombre d'aspects. Sa clientèle se compose aussi bien de personnes individuelles que d'entre-

prises. Parmi ces dernières, principalement des banques, la grande distribution et... Unia. «Je mélange les publics cibles. Si les profils changent, les problématiques restent les mêmes.» Autant dire qu'il reste sur le terrain de l'égalité, quel que soit l'environnement, encore bien des progrès à faire. Avec son charisme et sa faculté à rassembler différentes compétences autour d'un projet, Françoise Piron entend bien y contribuer. Une autre manière pour l'ex-ingénieure en génie civil de concevoir et d'aménager l'espace commun en le conjuguant à une véritable mixité gagnant-gagnante.

Sonya Mermoud ■

Où mène l'obstination ?

Actuellement se déroule dans notre pays une collecte de signatures pour un référendum contre l'ouverture des shops 24 heures sur 24 sur nos grands axes routiers.

Cette démarche se révèle nécessaire alors même que toutes les tentatives de la droite ultralibérale pour l'extension des heures d'ouverture des magasins se sont soldées le plus souvent par des échecs en votation populaire.

Les défenseurs de l'ultralibéralisme remettent l'ouvrage sur le métier pour l'extension des horaires d'ouverture des commerces... Où mène l'obstination?

Il est reconnu par de nombreux spécialistes de la médecine que le travail de nuit est néfaste pour la santé des travailleurs. Ces méfaits sont connus, il s'agit: de troubles digestifs, de maladies cardio-vasculaires, d'augmentation des cas de cancer et pour finir des atteintes graves au psychisme des travailleurs.

Il est à relever que le plus grave dans cette affaire est le braquage à main armée contre les commerces qui est en augmentation la nuit.

De quelles protections disposent les travailleurs pour faire face à de telles agressions?

De quelles aides psychologiques les travailleurs pourront-ils bénéficier après de telles attaques? A ces questions, les tenants de la droite la plus dure n'ont pas donné de réponse. Quant aux bénéfices de cette flexibilisation sur les heures d'ouverture, elle est plus qu'hypothétique. Le consommateur ne peut pas dépenser plus que son pouvoir d'achat le lui permet.

Non, les travailleurs de la vente ne doivent pas être les victimes d'un ultralibéralisme débridé.

C'est pour cela qu'il faut faire bon accueil à la collecte de signatures pour un référendum contre l'extension du travail 24 heures sur 24; les travailleurs de la vente vous en seront reconnaissants.

Thierry Cortat, membre du comité régional d'Unia Transjurane ■

Non aux licenciements des imprimeurs de St-Paul!

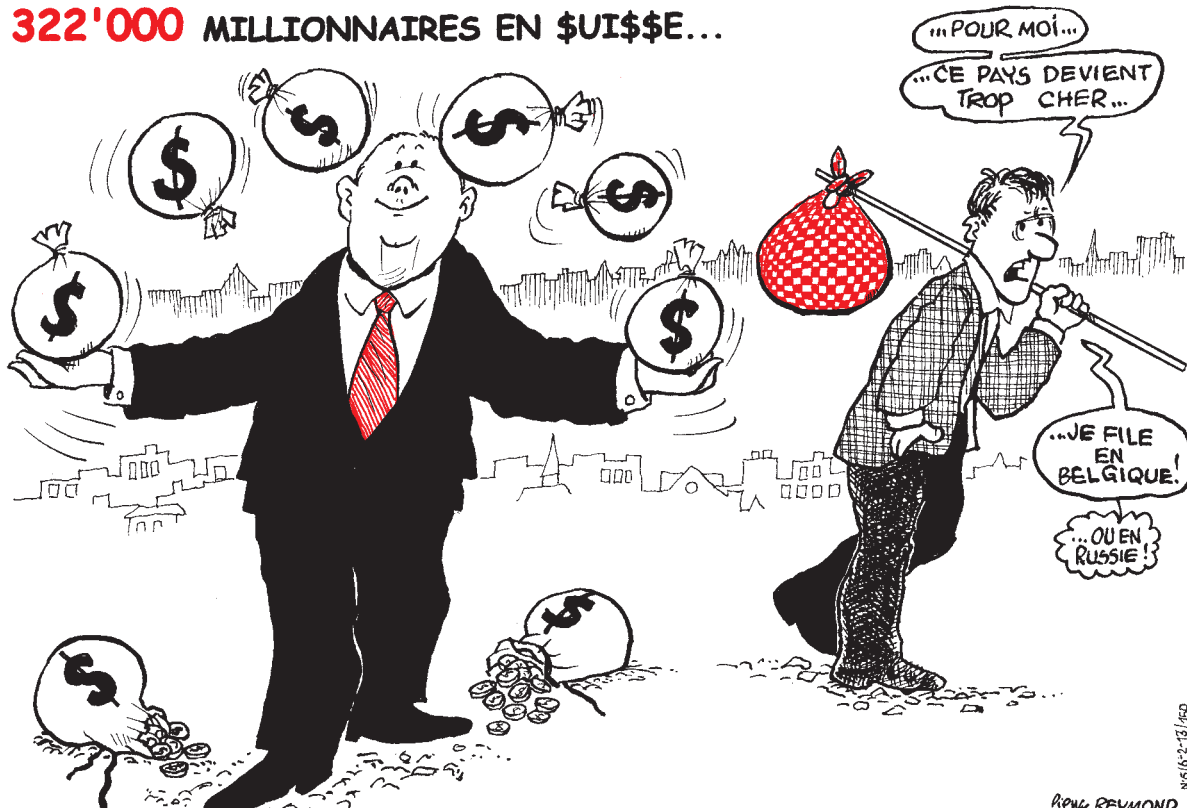
C'est avec une grande inquiétude que l'Union syndicale fribourgeoise (USF) a pris connaissance de la volonté du quotidien *Freiburger Nachrichten* de délocaliser son service d'impression. L'USF dénonce ce projet et exige que le journal continue d'être imprimé à Fribourg afin que les emplois soient maintenus! L'USF exige en particulier que le canton puisse continuer à bénéficier d'un journalisme et d'une presse de qualité. Pour que cette situation perdure, il faut que les rotatives de l'Imprimerie St-Paul continuent à tourner et que les emplois des cinquante salariés soient préservés! Dans ce contexte, l'USF exige que le Conseil d'Etat prenne ses responsabilités et qu'il mette rapidement sur pied une task force pour trouver une solution. En tant qu'organisation de défense des travailleurs, l'Union syndicale fribourgeoise encourage vivement le personnel à se mobiliser. Elle recommande en particulier à ne pas céder au diktat des grands groupes d'impression! Avec des procédés bien connus, ils commencent par grignoter une partie, avant d'accaparer tout le reste. A ne pas s'y tromper, l'annonce de fermeture de l'Imprimerie St-Paul n'est qu'un début. *Les Freiburger Nachrichten* aujourd'hui, *La Liberté* demain? L'USF n'accepte pas cette attaque importante contre des salariés qui œuvrent pour faire vivre ce particularisme que représente le bilinguisme du canton depuis des décennies. Il en va de l'avenir de la presse et de l'identité fribourgeoise!

USF ■

Pierre Reymond

les traits tirés

322'000 MILLIONNAIRES EN \$UI\$E...



Grèce: nouvelle attaque contre les droits des travailleurs

La Confédération syndicale internationale (CSI) a condamné le 28 janvier le recours du Gouvernement grec à ses pouvoirs d'exception conférés en temps de guerre afin de briser une grève menée depuis une semaine par les travailleurs de la région du métro de la capitale, Athènes. Le 25 janvier, la police antiémeute est intervenue et a obligé les grévistes à reprendre le travail sous peine d'être arrêtés. Il s'agit là de la plus récente d'une longue série de mesures prises par le gouvernement qui sapent gravement les droits fondamentaux des travailleurs en violation flagrante des conventions internationales auxquelles la Grèce est partie prenante.

En novembre 2012, l'Organisation internationale du travail (OIT) avait énoncé de vigoureux reproches à l'encontre du Gouvernement grec qui, sur l'insistance du Fonds monétaire international ainsi que de la Commission européenne et de la Banque centrale européenne, avait déjà adopté des mesures qui mettaient pratiquement fin aux dispositifs de négociation collective dont la construction avait requis des décennies.

Sharan Burrow, secrétaire générale de la CSI, a dit: «Cela suffit! Les politiques malavisées et illégales de la troïka sont en train de provoquer des dégâts sociaux et économiques qui affecteront une génération entière sur le long terme. Obliger les gens à reprendre le travail sous la menace d'une arrestation ne pourra que susciter davantage de détresse et d'instabilité.»

La grève des travailleurs du métro ne porte pas uniquement sur les réductions de salaire que l'on veut leur imposer. Elle est motivée par le mépris affiché par le gouvernement des conventions collectives existantes, et par la menace d'être condamnés à un nouveau régime salarial uniformément imposé par la troïka à l'ensemble du secteur public.

CSI ■